
ADMINISTRATION DES DOUANES

CLT : S-72

CIRCULAIRE N° 36 du 17 Avril 1967

CONTENTIEUX - TRANSACTIONS

Notification des transactions à l'autorité judiciaire.

Extinction de l'action publique.

Règles à suivre.

I- PRINCIPES

L'Administration des Douanes est autorisée à transiger avec les personnes poursuivies pour infraction douanière.

La transaction peut intervenir avant ou après jugement définitif.

Dans le second cas, la transaction laisse subsister les peines corporelles.

Les conditions d'exercice du droit de transaction sont définies par décret
(Code des douanes, article 225 §§ 1 à 4)

Le décret n° 64-300 du 17 Août 1964 portant délégation de pouvoirs au Ministre des Finances, des Affaires Economiques et du Plan dispose que le « droit de transaction en matière d'infraction douanière, est exercé par le Ministre des Finances, des Affaires Economiques et du Plan ; il peut, dans les conditions qu'il détermine, autoriser le Directeur des Douanes à exercer ce droit ».

Les conditions d'exercice du droit de transaction par le Directeur des Douanes sont déterminées par l'article 2 section VII contentieux de l'arrêté n°1865 FAEP Douanes du 24 Août 1964, modifié par L'arrêté n°1992 du 16 Août 1966.

Il convient de mentionner que ces dispositions sont applicables aux infractions à la législation du commerce extérieur et des changes constatées par les agents des douanes, c'est ce qui ressort des articles 12 et 15 de la loi n° 62-62 du 16 Février 1962 et des alinéas 2 et 3 de l'article 2 section VII contentieux de l'arrêté 1865 FAEP du 24 Août 1964 susvisé.

II- POUVOIRS DES CHEFS LOCAUX

Des dispositions législatives et réglementaires ci-dessus rappelées, il ressort que les chefs des bureaux, des brigades et des postes ne sont pas détenteurs du droit de transaction.

En conséquence les actes qu'ils souscrivent n'ont qu'un caractère provisoire et révocable qui est expressément indiqué dans la clause suivante inscrite dans les actes transactionnels dont les imprimés sont mis à la disposition du service :

« Il est entendu entre les parties que si la présente transaction est approuvée par l'autorité supérieure l'affaire se trouvera ainsi entièrement terminée; que, dans le cas contraire, le présent arrangement sera nul de plein droit et que lesdites parties rentreront dans leurs droits respectifs tels qu'ils existaient au moment de la signature du présent »

Il est donc indispensable de laisser à l'autorité supérieure la liberté d'appréciation qui lui est conférée par la loi et de ne pas entraver l'exercice du droit de transaction notamment par des fautes de procédure judiciaire.

III - NOTIFICATION DES TRANSACTIONS A L'AUTORITE JUDICIAIRE

En règle générale, en ce qui concerne les infractions constatées par les bureaux, brigades et postes de l'intérieur, l'action publique est mise en mouvement par la remise des procès-verbaux de saisie au Procureur de la République et la présentation à ce magistrat, des prévenus capturés. (Article 208 du Code des Douanes)

L'action peut être aussi engagée à la suite d'une enquête par le plainte adressée au magistrat compétent.

Dans les deux cas l'action publique peut être arrêtée par la conclusion d'une transaction.

Cette transaction peut être accordée à tous les prévenus, ou à certain d'entre eux seulement.

Or il convient de souligner que les règles de procédures en matière de douane sont simplifiées :

« En première instance et sur l'appel, l'instruction est orale, sur simple mémoire » (Article 242 du Code des Douanes)

Les agents poursuivants doivent donc agir avec discernement lorsqu'ils représentent l'Administration devant les tribunaux en raison du caractère oral de la procédure car les déclarations qu'ils font aux magistrats peuvent avoir des conséquences graves sur la suite de l'affaire, notamment en cas de signature d'une transaction provisoire au bénéfice des prévenus ou de certains d'entre eux.

Les agents chargés des poursuites doivent prévenir l'extinction prématurée de l'action publique en précisant au magistrat compétent le caractère de la transaction accordée.

IV - REGLES A SUIVRE

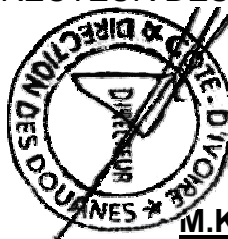
Afin de prévenir toute erreur d'interprétation sur le caractère des transactions la notification des transactions à l'autorité judiciaire doit être faite par écrit.

En cas de signature d'une transaction provisoire et dans l'intérêt du prévenu le magistrat compétent sera avisé de cette transaction mais sera précisé que l'acte n'a pas un caractère définitif tant qu'il n'est pas ratifié par l'autorité supérieure, l'agent poursuivant demandera au tribunal saisi de surseoir au jugement jusqu'à la décision de l'autorité supérieure.

La décision de l'autorité supérieure sera notifiée par écrit, si la transaction provisoire est ratifiée, l'action publique sera ainsi éteinte, sinon l'agent poursuivant demandera au tribunal saisi de statuer.

Si le Président du Tribunal n'accepte pas le renvoi de l'affaire à une date suffisamment éloignée il convient de laisser condamner le ou les prévenus qui ont la possibilité de faire appel obtenant ainsi le délai nécessaire pour obtenir le bénéfice d'une transaction avant jugement définitif.

LE DIRECTEUR DES DOUANES



M.K.ANGOUA

